



Intervention parlementaire

N° de l'intervention : 167-2020
Type d'intervention : Postulat
Motion ayant valeur de directive : ☐
N° d'affaire : 2020.RRGR.221

Déposée le : 09.06.2020

Motion de groupe : Oui
Motion de commission : Non
Déposée par : Les Verts (Kohler, Meiringen) (porte-parole)

Cosignataires : 6

Urgence demandée : Non
Urgence accordée :

N° d'ACE : du
Direction : Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement
Classification : -
Proposition du Conseil-exécutif : **Sélectionner**

Offensive pour l'énergie solaire : obligation pour les utilisateurs de véhicules électriques de participer à la production d'énergie

Le Conseil-exécutif est chargé des mandats suivants :

1. examiner de quelle manière les propriétaires de véhicules électriques pourraient être soumis à l'obligation de participer à la production d'énergie ;
2. présenter les modalités selon lesquelles une telle obligation pourrait être coordonnée avec l'impôt sur les véhicules à moteur.

Développement :

La mobilité électrique est trois fois plus efficace que la mobilité fossile et permet d'éviter des émissions de CO₂ : elle doit donc être encouragée. Toutefois, son développement se traduit aussi par une plus forte consommation d'électricité, ce qui justifie que les propriétaires de véhicules contribuent à la production d'énergie électrique, par exemple sur leur propre toit, pour ainsi couvrir une partie de ces besoins supplémentaires – sans que cela entraîne pour ces propriétaires une obligation de disposer de leur propre toit, puisqu'il existe suffisamment d'autres possibilités d'investir dans des installations solaires.

Il importe en outre que cette obligation de participer à la production d'électricité n'entrave pas le développement de la mobilité électrique. Par conséquent, il convient d'éviter tout alourdissement de la facture nette pour les personnes achetant un véhicule électrique. La coordination de l'obligation de contribuer à la production d'électricité avec l'impôt sur les véhicules à moteur permet d'éviter des effets négatifs sur le développement de l'électromobilité dans le canton de Berne.

Destinataires
– Grand Conseil